Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

Nature et évolution historique des mouvements d'extrême droite en Europe Occidentale

par Annamaria STERNBERG MONTALDI,
Docteur en Sciences Politiques et Sociales.

*

La « réaction » en tant que telle présente des caractères différents et se manifeste diversement selon le contexte social et historique d'un pays ; elle peut aller du conservatisme paternaliste autoritaire au totalitarisme absolu en passant par des nuances nombreuses et variées qui souvent estompent l'évidence d'un classement.

Après les expériences *ad limitem* fasciste et nazie de notre siècle qui ont représenté la manifestation extrême d'un long processus historique, en faisant confluer le fanatisme et l'intolérance idéologique avec les aspirations autoritaires de la bourgeoisie conservatrice, une analyse des mouvements d'extrême droite ne peut faire abstraction des traces profondes que ces expériences ont laissées sur les caractères actuels de la réaction dans le domaine politique.

Certes, bien avant la venue au pouvoir du fascisme et du nazisme, tout au long des siècles, la réaction s'est présentée sous des aspects différents, souvent contradictoires et pourtant bien déterminés dans la réalisation de certains buts.

Il est évident aussi que le fanatisme idéologique en tant que tel n'est pas une qualification spéciale de la droite « ultra », ni un caractère exclusif de la réaction, les mouvements révolutionnaires de gauche, des jacobins aux gardes rouges, l'ont suffisamment prouvé.

Notre propos est d'analyser l'extrême droite telle qu'elle se présente après ces dernières expériences déterminantes, en ne considérant les forces conservatrices de la droite économique et politique qui ont pu la soutenir, que comme des éléments secondaires.

Il serait sans doute oiseux de chercher des analogies ou des rapports avec les philosophes contre-révolutionnaires du temps de la Restauration, et avec certains courants philosophiques du XIXe siècle auxquels l'idéologie fasciste a pu se rattacher. Les relations avec des événements de

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

l'histoire lointaine ou récente ont surtout un caractère indicatif pour souligner une attitude moralement similaire.

A la différence du communisme qui présente dans l'ensemble une conception cohérente et qui, tout en se transformant, s'est toujours préoccupé de conserver une continuité avec le marxisme, le fascisme et le nazisme furent des créations improvisées. Ses chefs étaient des hommes dépourvus de culture, incapables de construire une doctrine logique. Sans doute la foi, les idées, les préjugés qu'ils évoquaient, existaient-ils depuis longtemps mais ne faisaient pas partie d'une idéologie rationnellement formulée. La « philosophie » qu'on essaya de bâtir fut une œuvre d'opportunisme, fondée sur des appels essentiellement émotifs, sans aucune base réelle, mais avec une indifférence totale, qui était déjà mépris, pour l'honnêteté intellectuelle.

Malgré les différences considérables que l'on peut relever dans le développement plus que dans les origines (assez parallèles), du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne, l'opportunisme fut un caractère typique du processus par lequel ces partis parvinrent au pouvoir dans les deux pays. Il s'agissait de fondre les intérêts souvent incompatibles de certains groupes à des fins qui ne s'inspiraient pas de principes communs mais de craintes et de haines communes. Ainsi l'appel s'adressait aux ouvriers et aux paysans comme aux grands propriétaires et aux industriels, même si par la suite, l'expérience devait montrer que seuls les intérêts de ces derniers jouaient un rôle déterminant.

Nazis et fascistes affichaient un mépris souverain à l'égard de toutes les théories politiques rejetées en bloc et à l'égard de l'intellectualisme en général. Mussolini comme Hitler affectaient des attitudes d'hommes pratiques, empiristes, sans théories, uniquement attachés aux faits.

Les doctrines qu'on voulut construire après la consolidation de ces régimes furent des créations artificielles qui se juxtaposèrent à une adhésion fanatique du mouvement populaire.

L'absence d'un système rationnel fut donc le résultat d'un choix délibéré en faveur de la spontanéité créatrice du peuple, se rattachant, d'une certaine façon, à l'idée romantique du « Volksgeist ». La mythisation d'un chef qui concentrait en soi les qualités les plus exceptionnelles était le produit d'un culte irrationnel et romantique pour les héros.

Cette grossièreté simpliste qui caractérisait maints aspects des justifications théoriques du fascisme et du nazisme et l'absence d'une théorie politique ne signifient cependant pas que ces mouvements n'appartiennent pas à l'évolution des idées et de l'histoire européenne et soient uniquement l'aboutissement provisoire et circonscrit d'ambitions personnelles imposées par la propagande et le terrorisme.

Les historiens actuels les plus lucides, en Allemagne notamment, ont

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

tendance à refuser les deux thèses extrêmes qui veulent, l'une, considérer le nazisme comme le dernier anneau d'une longue chaîne, l'autre, comme une simple parenthèse aberrante. Une troisième hypothèse paraît plus fondée : elle place le nazisme dans le développement historique de certains courants de l'histoire allemande, tout en le considérant comme une déviation pas tout à fait inévitable.

Le fascisme et le nazisme furent des réactions à une situation réelle et si les raisons même de leur formulation, s'étaient uniquement rattachées aux ambitions aberrantes de certains chefs, ces doctrines auraient disparu avec eux, ce qui ne s'est pas produit.

La force du nationalisme dans l'histoire européenne, les préjugés passionnés de l'antisémitisme, les aspirations confuses à un « nouvel ordre » qui devrait résoudre les disparités entre le monde politique et économique, les ambitions latentes de domination et de supériorité nationale et raciale avaient enfin trouvé une justification.

Certes, les aboutissements historiques du fascisme et du nazisme n'ont été qu'une réalisation confuse et souvent mystifiée des grands courants de pensée qui ont pu les inspirer : de Hegel à Fichte et à Spengler. Nietzsche même, malgré sa théorie de « l'Ubermensch » se proclamait bien plus européen qu'allemand et avait en commun avec le nazisme surtout le mépris pour la démocratie et le christianisme. Sorel exerça sans doute une influence considérable sur la pensée de Mussolini, moins sur celle de Hitler, et deux écrivains excentriques, Gobineau et Chamberlain, contribuèrent à l'édification du mythe de l'arianisme.

L'irrationalisme qui a représenté un courant de la philosophie politique du XIXe siècle croyait aux forces obscures et mystérieuses de la société en opposition avec la science et l'intelligence. Toutes ces tendances ont dans une certaine mesure contribué, avec les réserves que nous avons posée auparavant, à la « Weltanschauung » fasciste et naziste. Le mythe de la Rome impériale pour les uns, celui de la race et la terre pour les autres ; Rocco et Rosenberg, chacun de leur côté, offraient leurs interprétations de l'histoire et de la philosophie politique.

La politique antisémite du nazisme (elle était beaucoup moins naturelle, plus forcée et secondaire pour le fascisme), a représenté l'acné d'un siècle qui refusait l'humanisme. D'ailleurs la doctrine raciale appliquée aux juifs a été accidentelle, elle aurait pu l'être à tout autre groupe ethnique, étant donné qu'elle représentait une gradation des droits civils et politiques par rapport aux privilèges réservés au « Herrenvolk » allemand.

La conception artificielle de la race, était exploitée à des fins d'opportunisme, de domination dans les pays occupés, surtout en Pologne et en Union Soviétique.

L'antisémitisme satisfaisait aussi certains aspects de la psychologie de

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

masse en transférant une quantité de haines et de rancunes sur un seul ennemi. La peur du communisme s'ajoutait à celle du marxisme juif et paradoxalement du capitalisme juif.

Le peuple juif d'ailleurs représentait une minorité contre laquelle s'était accumulés des siècles de préjugés (auxquels les différentes confessions chrétiennes n'étaient malheureusement pas étrangères).

Le peuple juif était assez fort pour être craint mais assez faible pour être persécuté.

La doctrine raciale devenait donc un moyen d'unifier la société allemande en dirigeant ses antagonismes contre un seul ennemi.

Elle pouvait aussi servir de prétexte à l'expansion vers l'Est, les peuples slaves devant devenir des « satellites » du peuple allemand.

Ainsi : la terre, la race, l'espace vital contribuèrent à la création des mythes dont l'Europe et le monde payèrent les conséquences et qui aujourd'hui encore exercent leur attrait.

Si tous ces facteurs ont joué le rôle que nous savons à une certaine époque de l'histoire européenne récente mais déjà bien révolue il est impossible de considérer comme invraisemblable la possibilité de nouveaux développements du fascisme sous différentes formulations (que d'ailleurs la chronique quotidienne nous relate toujours). Il en sera ainsi aussi longtemps qu'une partie de l'opinion publique pourra être persuadée qu'en politique l'intelligence est inutile et dangereuse, incapable d'action et que les systèmes démocratiques sont faibles et décadents.

Cette « révolte contre la raison », — ainsi qu'on a pu définir la formulation des idéologies fasciste et nazie — a encore des bonnes possibilités.

Avant d'examiner la situation et les possibilités actuelles de l'extrême droite dans les principaux pays de l'Europe occidentale, nous voudrions considérer brièvement ses « Internationales » qui ont permis des liaisons extrêmement efficaces entre les partis européens.

Il faut tout d'abord mentionner l'organisation qui se constitua vers la fin de la guerre pour le transfert secret des fonds du Troisième Reich. Une somme probable de 500 millions de dollars fut investie dans un grand nombre de sociétés en Suisse, en Espagne, au Portugal, en Turquie et en Argentine. Ces biens permirent par la suite l'émigration clandestine des criminels nazis et leur placement, surtout en Amérique du Sud où les gros intérêts financiers jouaient un plus grand rôle que les sympathies politiques.

Indiquons également l'Organisation Odessa (des ex SS) qui fut très active, sous la direction de Skorzeny et la HIAG (*Hilforganisation auf Gegenseitigkeit der Waffen SS*) qui, sous des fins apparemment humanitaires, s'occupa de la réhabilitation des SS et de leur réintégration dans la vie nationale.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

Puis vinrent les premiers essais de contact avec des éléments nazis et fascistes d'autres pays européens.

Après une rencontre à Rome en 1950 organisée par le Mouvement Social Italien, la décision fut prise de convoquer un congrès plus important en Suède. Il aboutit à la constitution de l'*Internationale de Malmoe* qui réunit des délégués allemands, italiens, autrichiens, espagnols, français, hongrois et suédois. Y étaient présentes des personnalités typiques comme Sir Oswald Mosley et un homme de lettres comme Maurice Bardèche. Ces personnages issus de milieux différents aspiraient à une Europe, troisième force entre les blocs et professaient un anticommunisme de manière. Ils constituèrent le « Mouvement Social Européen » (MSE). Toutefois le MSE conservait encore, en raison de la présence de certaines personnalités une forme de respectabilité qui évitait le racisme trop accentué de certains de ses éléments ; ceux-ci insatisfaits de cette « modération » se réunirent en un autre congrès à Zurich, en 1951, pour fonder le « Nouvel Ordre Européen », caractérisé par un antisémitisme radical et violent.

Le « Nouvel Ordre Européen » (NOE) était dirigé par le Français René Binet et le Suisse Guy Armandruz. Il affirmait la nécessité d'un racisme européen et interdisait les mariages entre européens et non européens par crainte de dégénérescences possibles de la race.

Le NOE subit par la suite diverses transformations, il tint un congrès à Milan en 1958 (tandis que les Internationales prenaient des dénominations différentes et que les mêmes leaders passaient de l'une à l'autre).

La question d'Algérie et du Congo offrirent en 1960 de bonnes possibilités au neofascisme européen. Nous reviendrons sur le mouvement « Jeune Europe » et les activités de Thiriart en Belgique pour la « défense de l'Occident et de la civilisation chrétienne ».

En 1962, à Venise, fut fondé le « Parti National Européen » avec la participation de délégués de différents pays dans le but d'unifier l'Europe jusqu'à la Hongrie et la Pologne et de refuser les ingérences de l'ONU. On peut remarquer que si ces « Internationales » avaient évité jusqu'alors les dénominations du passé, l'anglais Colin Jordan se départit nettement de cette prudence et annonça en 1962 la constitution de la « World Union of National Socialists », avec la croix gammée pour emblème.

Mentionnons encore des organisations similaires qui, comme la « Northern European League », dont l'emblème est la croix celtique, se rattachent à une solidarité nordique et les nombreuses associations des hongrois, croates, roumains en exil qui sont très actives dans différents pays européens où elles possèdent une presse organisée et se livrent à des attentats à l'occasion des visites de personnalités officielles de leurs patries.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

Allemagne.

Une analyse du néonazisme dans ce pays qui en a été le berceau apparaît assez complexe.

Si nous nous limitons aux chiffres officiels des adhérents et des votants pour les partis d'extrême droite qui se sont tout à tour présentés sous des dénominations différentes : « Deutsche Reichs Partei » puis « National Demokratische Partei », le pourcentage paraît assez peu important. On peut même conclure que dans l'ensemble de la République Fédérale (car ce n'est que dans cette partie de l'Allemagne qu'une libre expression rend possible une analyse fondée sur les faits), le néonazisme est pratiquement inexistant.

Cette conclusion optimiste serait une mystification comme l'est d'ailleurs celle d'une propagande contraire qui s'obstine à voir en République Fédérale l'épanouissement du néonazisme. Cette propagande prétend en effet accréditer l'image opposée et concurrente d'une autre Allemagne située à l'est où les citoyens seraient des démocrates modèles sans passé ni responsabilité nazis.

La propagande de la DDR ne nous intéresse donc pas. Toutefois, malgré ses titres limités pour parler au nom de la démocratie, certaines de ses accusations ne sont pas dépourvues de valeur.

Si la « *lunatic fringe* » (selon l'expression pittoresque de Roosevelt) est limitée, la présence dans les cadres de l'administration de fonctionnaires gravement compromis avec le régime passé est encore proportionnellement forte et conduit à certaines ambiguïtés. Beaucoup de ces démocrates récents, dont il est permis de douter fortement, étant donné leur passé, peuvent donc être de respectables députés de la CDU, des membres du Ministère des Affaires étrangères (où la présence d'ambassadeurs, chefs de division et hauts fonctionnaires de temps de Ribbentrop est incontestable), de la police et de la magistrature.

Les cas d'officiers SS, soumis à un procès pour crimes de guerre commis dans des camps de concentration et qui avaient réussi à parvenir à des postes de responsabilité et de prestige dans la police fédérale, sont encore nombreux et fréquents.

On ne peut ignorer non plus le rôle important des hommes d'affaires, des industriels qui eurent une si lourde responsabilité dans la consolidation du Troisième Reich et dans la guerre et qui réussirent à regagner leurs places. Cette pénétration silencieuse est d'autant plus difficile à analyser qu'elle se présente sous des aspects respectables et sous le couvert de l'anticommunisme auquel la guerre froide a pu donner une nouvelle auréole de foi démocratique et de défense de l'Occident.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

On ne soulignera jamais assez, à cet égard, l'importance de la fracture qui se produisit peu après la guerre entre l'Occident et le monde communiste et du soutien que la politique américaine apporta, même indirectement, à la relance des mouvements revanchistes et réactionnaires allemands, ceux-ci se réclamant tous du plus pur anticommunisme qui était devenu la règle.

De nombreuses associations d'inspiration ouvertement ou vaguement nazie, existent en République Fédérale, bénévolement tolérées par le gouvernement.

Il s'agit tout d'abord des nombreuses associations de réfugiés qui passent leur temps à réclamer le retour aux frontières de 1939 avec un manque de réalisme qui n'a d'égal que leur nationalisme exacerbé.Ce qui paraît plus grave,c'est la présence dans les assemblées de ces organisations,de ministres membres du gouvernement tels que le furent Oberländer et Seebohm. D'ailleurs, même les Chanceliers Adenauer et Ehrhard ont fait preuve d'une certaine indulgence pour le revanchisme en considérant les aspirations des réfugiés des Sudètes et de Prusse Orientale comme justifiées. En général, les associations d'inspiration nationaliste mais aussi de caractère culturel, universitaire etc., passent d'une dénomination à l'autre, de sorte que celles que nous pourrions citer peuvent avoir changé de nom entre-temps, comme la *« Deutsche Gemeinschaft »*, *« Deutscher Block »*, *« Deutscher Mittelstand »*, la *« Gesamtdeutsche Partei »* née de la fusion entre la *« Deutsche Partei »* et la BHE (Bloc des réfugiés et victimes de l'injustice), l'organisation *« Nation Europa »*, le *« Bund Nationaler Studenten »*. Partout, parmi les dirigeants, se trouvent des ex membres des SS et des SA.

Avec le réarmement de l'Allemagne, les associations militaires prirent une nouvelle vigueur. La HIAG (Association de ex SS) sortit de la clandestinité et fut reconnue en 1959 « d'utilité publique », le droit à la pension fut accordé à ses membres.

Les réunions par milliers d'anciens SS dans des petites villes d'Allemagne (ils évitent en général les grands centres à majorité social-démocrate) se poursuivent régulièrement ; leurs chefs, comme les généraux Dietrich et Lammerding, peuvent témoigner leur satisfaction envers les autorités « très compréhensives » de la République Fédérale.

En 1960, leur journal *« Der Freiwillige »* put observer, avec plaisir que l'ostracisme à leur égard avait enfin disparu. D'ailleurs le ton provocant de leur discours pour repousser toutes accusations et les rejeter sur les Alliés, en exaltant « l'honneur des SS » est permanent.

N'oublions pas qu'il s'agit d'un corps jugé *criminel* par le Tribunal International de Nuremberg, qui, dans ses enquêtes, parvint à la conclusion qu'il était impossible de trouver une seule unité SS qui n'ait pas participé

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

à des activités criminelles, telles que : camps de concentrations, assassinats de prisonniers de guerre, atrocités commises dans les pays occupés, participation aux « *Einsatsgruppen* », entière responsabilité dans la tentative d'extermination du peuple juif.

Les associations militaristes sont aujourd'hui plus de 1.200, on y trouve les grandes associations comme le « *Stahlhelm* », le « *Kiffhäuserbund* », le « *Deutscher Soldaten Bund* », la « *HIAG des Waffen SS* », et puis encore toutes les associations traditionnelles qui représentent toutes les unités de la Werhrmacht.

A ce sujet, il est extraordinaire d'observer qu'un homme tel que le chancelier Adenauer, rigidement conservateur certes, mais étranger à toute collusion avec le nazisme, n'hésita pas en maintes occasions à défendre des collaborateurs gravement compromis avec le Troisième Reich (le cas Globke est le plus connu à cet égard) et à rendre hommage à des forces qu'il avait pourtant combattues, ainsi qu'en témoigne la déclaration qu'il fit en 1953, que « les hommes des SS étaient des soldats comme les autres ».

Etait-ce une conséquence de l'anticommunisme aveugle qui acceptait n'importe qui dans ses rangs ?

Les dix millions de refugiés des zones orientales constituent aussi sans doute un facteur très utile pour le néonazisme qui a placé ses leaders à la tête des « *Landmannschaften* » dont le nombre d'inscrits atteint deux millions et demi.

Les personnalités officielles de la République Fédérale les ont flattés un grand nombre de fois : outre la position particulière de Adenauer, le ministre Strauss est bien connu pour ses prises de position réactionnaires et revanchistes. Remarquons que le règne d'Adenauer qui ramena l'Allemagne dans la voie de la démocratie et de la renaissance économique fut aussi caractérisé par cette réconciliation avec les éléments nazis, encadrés et utilisés selon l'utilité du moment. Pour expliquer cette position ambiguë et, d'une certaine façon, contradictoire, il faut comprendre la « *Weltanschauung* » du vieil homme d'Etat et sa conception du Bien et du Mal, le premier représenté par l'Ordre et l'Eglise, le second par le bolchévisme. Il était donc nécessaire de récupérer les hommes qui s'étaient distingués dans la lutte contre le communisme. Cette vision manichéenne subit, il faut le préciser, certaines modifications lorsque le Chancelier abandonna le pouvoir et adopta des attitudes plus réalistes envers l'Est.

Ainsi, il est évident qu'une analyse de la formation la plus ouvertement nazie, militant actuellement en République Fédérale : le Parti National Démocrate, dont la presse nous relate les succès dans les Länder, sous la direction d'Adolf von Thadden, qui se distingua dans toutes les formations néonazies de l'après guerre, n'offre qu'une image pittoresque et limitée

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

d'attitudes mentales encore bien diffusées. Ce parti paraît actuellement un peu plus soucieux de respectabilité par crainte sans doute d'être mis hors la loi comme ceux qui l'ont précédé.

Mais il n'est pas possible de terminer une étude de ce genre sans s'occuper de « l'autre Allemagne », qui n'est pas celle de l'Est. Car si la DDR a sans doute le mérite d'avoir combattu les séquelles de nazisme et jugé les coupables avec beaucoup plus de rigueur, le régime vexatoire qu'elle propose n'est certes pas un exemple persuasif pour inviter à la démocratisation. L' « autre Allemagne » est donc celle des intellectuels anticonformistes, écrivains, cinéastes, journalistes, d'un bon nombre de pasteurs protestants, qui en agissant librement en République Fédérale, ont su dénoncer les dangers du « nouvel ordre » de la société allemande, et celle aussi des ligues d'étudiants démocratiques qui ont reconstitué la « Rose Blanche » (fondée par le sacrifice de deux étudiants tués par la Gestapo, Hans et Maria Scholl) et qui sont actifs à Munich comme à Berlin.

Le *« Merkur »*, les *« Frankfurter Hefte »*, le *« Spiegel »*, *« Konkret »* se sont révélés capables de « dissent », élément si salutaire dans une société démocratique. Des hommes comme Mann et Jaspers qui se rattachent aux plus nobles traditions de la culture et de la civilisation allemande ont exprimé sans hypocrisie leurs critiques et leurs propositions. Or, une société vivifiée par l'opposition et les contrastes, capables d'examiner lucidement et de comprendre toutes les tragédies de son passé, a les meilleures chances de ne pas le revivre.

Autriche.

Ici le phénomène néonazi pourrait ne paraître qu'un appendice du mouvement allemand, en fait il est plus et mieux que cela : un foyer extrêmement florissant.

Le problème du Haut Adige, où les attentats au plastic continuent régulièrement, lui fournit un excellent prétexte pour entretenir une situation de trouble et un esprit de revanchisme au cœur même de l'Europe.

Le *« Berg Isel Bund »* et le BAS *(Befreiungsaktion für Südtyrol)* sont parmi bien d'autres, des points de rencontre d'anciens SS et partisans du Troisième Reich qui se mêlent adroitement à des patriotes de bonne foi, à des nostalgiques conservateurs de l'Empire ou à des catholiques démocrates irrédentistes. Cette confluence de forces disparates et souvent incompatibles s'est opposée à la politique tout aussi contradictoire, entreprise avec légèreté par le gouvernement italien, l'une et l'autre étrangères à une vision vraiment européenne du problème, telle que De Gasperi l'avait rêvée et avait essayé de la réaliser.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

Mais le problème du Haut Adige n'a de relief ici que comme champ d'activité d'un secteur de l'extrême droite européenne, strictement liée dans son action, de la Bavière à Innsbruck. Les luttes de l'OAS étant dépassées, les Sudètes un peu impraticables... reste le Haut Adige où des tensions ethniques ont toujours existé et où le problème d'une autonomie régionale a été largement posé avec une certaine libéralité de la part du gouvernement italien qui n'a quand même pas de terme meilleur de comparaison dans une autre région bilingue d'Europe.

Pratiquement, tous les terroristes arrêtés jusqu'ici en Italie ou en Autriche étaient membres actifs d'organisations d'extrême droite qui ont trouvé en Autriche une certaine tolérance et même un refuge.

Le côté curieux de l'affaire est que, dans ce cas, les néofascistes et les néonazis ne trouvent plus de points de rencontre dans leurs rêves « d'ordre européen », mais incitent aux pires extrémismes des deux côtés, en reprochant leur faiblesse aux gouvernements respectifs.

Il faut souligner qu'en général, le mouvement pangermaniste n'a connu que des éclipses momentanées en Autriche où les associations étudiantes de ce type sont florissantes, plus encore peut-être qu'en République Fédérale, et le troisième parti, après les socialistes et les chrétiens démocrates, est le FPO *(Freiheitliche Partei Österreichs)* d'inspiration nettement nazie qui a réussi à envoyer un certain nombre de députés au Parlement.

Les procès intentés aux criminels nazis et aux terroristes du Haut Adige ont donné lieu à des acquittements éclatants prononcés par des jurys autrichiens et seule une partie de la presse démocratique du pays a dénoncé l'impression pénible que ces verdicts ou ces condamnations dérisoires ont produite. Les noms de Borth, de Windisch, de Burger, réapparaissent maintenant avec des leitmotiv légèrement différents après ceux plus importants que l'Autriche avait déjà fournis dans un récent passé : Hitler, Seys-Inquart, Eichmann...

Ces considérations sur les racines encore profondément vivaces du nazisme autrichien, qui soulignent à la fois la complicité et la collaboration du pays avec le pangermanisme du Troisième Reich et une certaine faiblesse de la démocratie actuelle, ne doivent pas faire ignorer ni sous-estimer la glorieuse résistance de l'Autriche, victime de ce même pangermanisme que certains de ses fils avaient contribué à introduire : l'Autriche des internés, des persécutés, des idéalistes, des résistants qui se retrouve aujourd'hui encore dans les jeunes, capables de refuser les extrêmismes et de choisir la voie difficile de la liberté.

Le passage de la grande tradition civile et administrative de l'Empire d'Habsbourg au rôle limité de petite nation, a impliqué la tentation totalitaire qui tarde encore à disparaître.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

Italie.

L'extrême droite, passée dans la clandestinité à la fin de la guerre, après la résistance et les déchirements profonds laissés dans la société italienne, reconstitua peu à peu ses rangs. Dès 1946, un petit groupe de « nostalgiques » qui avaient assumé des charges secondaires sous le régime fasciste, fonda à Rome le MSI *(Mouvement social Italien)* qui devait dans son programme représenter le retour officiel aux idéaux du fascisme révolutionnaire et au « *Manifesto* » de Vérone.

Le nouveau parti attira tout de suite les décus, les militants de la République Sociale, les anciens notables du régime et bénéficia de l'atmospère de pacification nationale après les persécutions dont s'accompagna le triomphe de la résistance.

L'atmosphère de « croisade » des élections de 1948 qui faisait craindre un coup d'Etat communiste, contribua aussi à une certaine indulgence envers les forces « nationales » antibolchéviques. Ainsi, comme en Allemagne, le danger immédiat faisait oublier le péril passé.

A la différence toutefois de ce qui se passa en Allemagne, le MSI, tout en s'inspirant clairement au fascisme dans les discours de ses membres, sa presse et sa propagande, réussit à ne jamais être mis hors la loi bien qu'une disposition précise de la Constitution italienne interdise la reconstitution du parti fasciste sous quelque dénomination qu'il se présente.

Il présenta pour la première fois des candidats aux élections de 1948 et obtint 2 % des voix à la Chambre, en 1953 son progrès fut remarquable, il passa à 5,8 %, après une légère baisse en 1958 4,7 %, il remonta à 5,1 % aux élections de 1963.

On peut tout de suite remarquer que la force du MSI est plus grande que celle de ses homologues allemands qui, jusqu'à présent n'ont pas réussi à envoyer des députés au Parlement Fédéral (malgré certains succès dans les Länder), en raison sans doute aussi d'une disposition de la loi électorale allemande qui prescrit un pourcentage minimum qui n'est pas prévu en Italie.

En dépit des différences de méthode qui ont toujours caractérisé les réalisations du nazisme et du fascisme, les principes qui inspirent la formation du néofascisme en Italie : le culte de l'Etat fort, mépris des « dégénérescences » démocratiques et des « traîtres » à la patrie, insultes à la Résistance, révélaient bien des points communs que nous retrouverons d'ailleurs dans toutes les formations d'extrême droite en Europe.

Parallèlement à la consolidation de ses structures, apparurent à l'intérieur du parti des courants différents allant des extrêmistes aux modérés, plus « possibilistes » et plus favorables à un *modus vivendi* avec l'état démo-

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

cratique. Almirante représentait dans le secrétariat la tendance fasciste révolutionnaire, socialisante et républicaine, Michelini, un des fondateurs aussi, se situa au contraire sur une ligne plus modérée, plus équilibrée et proche de la droite traditionnelle (cette ligne lui permet d'ailleurs de conserver aujourd'hui encore la charge de secrétaire du parti).

Les « *gerarchi* » du régime passé, Borghese, De Marsanich, Gray et d'autres contribuèrent à renforcer l'aspect de réaction conservatrice contre les aspects « subversifs » des révolutionnaires fascistes.

Certes, ceux-ci, surtout les jeunes qui, sans avoir connu le fascisme, sont fascinés par ses idéaux, continuent à commettre des actes de violence (attentats contre des organisations de gauche, manifestations antisémites, violences universitaires) mais ils sont *diplomatiquement* désavoués par les cadres officiels du Parti qui se réclament actuellement des règles démocratiques. Les associations de jeunes qui revenaient aux inspirations nazies et racistes commençaient en effet à être actives à côté de la « Giovane Italia » (Association des jeunes du MSI) telles que « *Ordine Nuovo* », « *Giovane Nazione* », « *Giovane Europa* ».

La presse que ces associations inspiraient « *Europa Combattente* », « *Aristocrazia* », etc. entama notamment une polémique en 1963 pour la défense de Eichmann et pour le colonialisme européen en Afrique.

Un autre processus se produisit en politique étrangère : les positions de troisième force firent place à un engagement occidental accentué à une défense intransigeante de la politique américaine notamment quand elle s'orientait vers un anticommunisme rigide et s'opposait à la détente internationale ou bien accentuait l'escalade militaire (voir Saint-Domingue et surtout le Viet-Nam).

Un certain nombre de publications périodiques, sans être des organes officiels du MSI, est sous l'influence de représentants et d'intérêts d'extrême droite tels que le « *Borghese* » (le plus influent peut-être) qui représente la position protestataire et réactionnaire typique de la grande bourgeoisie toujours tournée vers le passé, méfiante à l'égard des changements, irritée par les transformations inévitables de la société civile et religieuse.

Malgré une certaine tradition et les ambitions de certains journalistes assez connus qui y ont collaboré, ce journal reflète toute la grossièreté factieuse de prises de positions étroites et partiales. Sa polémique, toujours fixée sur les mêmes cibles, sombre le plus souvent dans la vulgarité sans l'ombre d'esprit et recourt à des images plus ou moins libertines pour attirer l'attention sur l'objet de son mépris d'une façon décidément simpliste.

Nous avons mentionné le caractère de cette revue parce qu'elle a une influence considérable sur un large secteur de l'opinion publique italienne

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

que d'ailleurs elle reflète, même si la majorité de ses lecteurs votent pour des partis modérés comme le libéraux ou même la DC.

Ainsi ce qui nous paraît le plus grave en Italie, ce n'est pas le pourcentage de votants d'extrême droite qui oscille autour de 5 %, qui d'ailleurs sont probablement pour la plupart (exception faite d'une minorité restreinte de fanatiques) tout à fait incapables de songer à renverser les institutions démocratiques et n'apparaissent que comme des nostalgiques pittoresques, mais plutôt la persistance d'une mentalité autoritaire qui continue de caractériser bien des structures de l'Etat.

Ces structures ont peu changé vingt ans après la fin de la guerre et conservent encore des caractères que vingt ans de régime leur ont donné.

Tous les gouvernements qui se sont succédés depuis la guerre, après avoir élaboré une constitution progressiste et démocratique, ont fait bien peu pour la réforme *intégrale* des quatre codes typiquement fascistes et autoritaires, pour la réforme de la loi de police (une des plus importantes), de l'administration, etc. La justice, paralysée par des structures arriérées et dépassées par la nouvelle situation de la société civile traverse une crise grave. L'opposition entre les hauts magistrats conservateurs et hostiles à toutes les réformes substantielles et les jeunes générations de magistrats est aiguë.

Le gouvernement de centre gauche qui a récemment proposé pour ces secteurs des réformes timides, soutenues par le parti socialiste, les voit encore empêchées et discutées par les éléments les plus réactionnaires de la Démocratie Chrétienne qui, comme la CDU allemande, compte dans ses rangs bien des défenseurs de « l'état de l'ordre », tous ayant changé de langage mais non de mentalité.

Les abus de la police et ses pouvoirs compréhensibles dans un Etat autoritaire (le fascisme n'avait d'ailleurs fait qu'accentuer ce « culte de l'autorité » et cette absence de conscience des droits des citoyens, triste héritage de l'histoire italienne, une des conséquences des dominations étrangères) ont été un instrument commode pour le pouvoir qui continuait d'exalter la démocratie et la résistance dans des discours tout en persistant à employer les moyens forgés par le régime totalitaire.

Cette ambiguïté demeure le caractère le plus évident de la démocratie italienne, avec cette rhétorique vide sur la liberté que déploie une classe politique, déjà usée par le pouvoir, sans faire beaucoup d'efforts pour la répandre réellement comme une sève dans tous les cadres de l'Etat et de la bureaucratie. Crise d'un Etat dominé par la partitocratie qui rappelle sous certains aspects, celle de la IVe République française mais qui ne saurait avoir le même aboutissement.

Sans doute la presse exprime le « dissent » des forces intellectuelles anticonformistes, aussi vital et vivifiant, sinon plus qu'en Allemagne, mais

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

cette liberté d'expression intégrale et de débat, ne se reflète que faiblement dans les réalisations d'un pouvoir qui s'adapte avec un effort apparent mais avec des contradictions substantielles à la nouvelle Europe.

France.

La guerre d'Algérie marqua un regain d'importance des forces de l'extrême droite que la fin du régime de Vichy, la résistance et l'issue de la guerre avaient contribué à disperser. Il s'agit d'un retour dans la politique active car les traditions intellectuelles et littéraires de l'extrême droite en France ont conservé une certaine continuité et un prestige qu'il serait difficile de trouver dans un autre pays européen.

Il serait simpliste de vouloir la qualifier sans plus de « fasciste », étant donné la variété des forces qui la composent, même si certains des secteurs qui s'y rattachent se rapprochent nettement des positions fascistes et nazies.

En allant des maurrassiens de l'Action française qui comptaient aussi des conservateurs et des nostalgiques de la restauration monarchique, aux « Légions des Volontaires Français » qui aspiraient à une révolution socialiste nationale selon un programme raciste, l'extrême droite essaya d'agir sur le système fragile de la IVe République en se présentant aux élections (en 1951 sous l'étiquette « union des Républicains Indépendants »). En 1947, Maurice Bardèche dans sa « Lettre à François Mauriac », puis dans « Nuremberg ou la terre promise » offre de nouvelles bases idéologiques à la tradition fasciste française. Il s'agit d'un intellectuel doué d'un talent assez remarquable, capable d'exprimer avec une certaine originalité les nouvelles attitudes de l'extrême droite après la guerre et la résistance.

Il défend les criminels de Nuremberg et le régime de Vichy et bien des années après, en 1961, il expliquera : « J'ai défendu le régime de Vichy que toutefois je repoussais du fond de mon cœur pour les trois quarts de ce qu'il avait fait. J'ai défendu les accusés de Nuremberg et il y en avait quelques-uns que dans le fond de ma conscience j'aurais peut-être condamnés. Mais ce n'était pas le moment de faire un choix. L'injustice était indivisible et ainsi devait être la réplique ». Bardèche rêve d'une nouvelle formulation du fascisme qui devrait être délivré de ses rameaux secs, il ne songe pas à élaborer une doctrine car il estime que le fascisme ne doit pas l'être, étant surtout une volonté obscure et très ancienne que l'on garde dans son sang et dans l'âme. Il ne croit pas au mythe du chef providentiel et indique plutôt au néofascisme européen l'utilité de la direction collective. Il n'est pas tendre pour le Mouvement Social Italien et le Deutsche Reichs Partei et voit la possibilité d'une nouvelle reprise du fascisme en Europe si celle-ci devait être contrainte de lui confier sa défense contre le com-

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

munisme (il se rattache en cela aux mots de Lenine qui prophétisait que le fascisme serait la dernière défense de l'Occident contre la révolution communiste).

Malgré quelques essais d'action dans la vie politique active (Fondation en 1951 du « Mouvement Social Européen », participation à l'Internationale de Malmoe), Bardèche n'a pas la personnalité d'un organisateur.

En 1954, Jean-Louis Tixier Vignancourt fonde le « Rassemblement National Français » où il collaborera pour un certain temps avec Binet pour fonder ensuite d'autres mouvements, toujours de la même inspiration. Avocat, après les événements d'Algérie, il défendra les chefs de l'OAS et engagera sur le plan électoral une coalition de forces de l'extrême droite contre De Gaulle.

Les formations des petits groupes d'extrémistes comme la « Jeune Nation » avec pour emblême la croix celtique, symbole mythique de traditions nordiques dans l'histoire de France, et la « Phalange française » qui se développèrent surtout en Algérie, jusqu'en mai 1958 sont sans grande importance. Ces groupes jouèrent toutefois un certain rôle en 1962, avec l'opposition toujours plus aiguë entre le pouvoir civil et l'Armée, quand la révolution algérienne déterminera de profondes fractures dans l'opinion publique française en amenant des résistants comme Bidault à se rattacher à l'OAS.

Les militaires extrémistes toutefois ne rêvent pas de doctrines fascistes, ils ignorent Maurras et Sorel, ils n'envisagent que les problèmes pratiques du pouvoir qu'ils ont la volonté désespérée de conserver par la violence. De Gaulle après avoir été l'homme du Destin devient le traître à l'Empire et à la grandeur française.

Le problème du gaullisme et sa position envers la droite est particulièrement complexe. Le RPF, modéré et autoritaire, héritier à la fois de la résistance et des aspirations antidémocratiques qui se manifestent dans un mépris du parlementarisme, n'a aucune autre idéologie que celle de son leader qui déjà en 1941 à Londres affirmait : « Quand je veux savoir ce que pense la France, je m'interroge »...

Mais en 1955 entre l'éclipse momentanée du gaullisme et son retour au pouvoir s'affirme un mouvement d'extrême droite, au début considéré uniquement comme une extravagance ridicule, l'UDAC (Union de défense des commerçants et artisans), fondée par Pierre Poujade.

Ce mouvement, d'abord seulement protestataire contre le fisc et le pouvoir, révèle peu à peu des aspirations plus vastes, toujours exprimées d'une façon élémentaire et simpliste mais qui commencent à avoir une emprise sur l'opinion. Le « poujadisme » se proclame ultranationaliste, xénophobe, antisémite, antiparlementaire : le brave Poujade, fils de la vieille terre de France, contre le riche Mendes-France, juif, sans authen-

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

tique sang gaulois dans les veines. A la stupéfaction générale, 51 députés poujadistes sont élus à l'Assemblée Nationale en 1956 : cet incroyable succès commence à préoccuper la gauche. L'*Express* lance une campagne de presse contre le mouvement et l'Europe entière commence à considérer un peu plus sérieusement les dangers qu'il représente, mais il s'agit d'un feu de paille. Le poujadisme tombe aussi vite qu'il était monté et ne réussit pas à rassembler les forces d'extrême droite comme le fascisme français l'avait un moment espéré.

On a observé très justement que la France des « petits » est encore trop girondine pour une mystique de la violence de caractère totalitaire, or, les poujadistes étaient certes disponibles pour des violences occasionnelles mais restaient tout de même attachés à un certain ordre petit bourgeois.

L'affirmation du gaullisme acheva de balayer ces restes : le régime s'installait au pouvoir et l'analyse de tous ses éléments complexes et contradictoires dépasserait les limites de cet article.

République bonapartiste, ou régime de type orléaniste (comme le suggère Duverger en considérant la V° République comme un moment de transition entre la Monarchie constitutionnelle et le parlementarisme classique)? Certes, le retour de de Gaulle au pouvoir satisfit au début l'extrême droite européenne qui trouva en lui, malgré son passé de résistant, l'Etat fort. Le mouvement s'attira l'accusation de fascisme dans les premiers temps mais c'était sans doute plus qu'une injure imméritée, une grave erreur de jugement. Comme l'observe justement Domenach, de Gaulle est l'homme de la tradition et son climat mental est trop loin de celui du fascisme. Son rêve est d'établir une espèce de protectorat sur la démocratie. Mitterand même ne l'accusera jamais de fascisme mais observera : qu'est-ce que le gaullisme après qu'il est arrivé au pouvoir ? Un coup d'Etat de tous les jours.

Enfin, de Gaulle devait décevoir profondément les hommes d'extrême droite qui avaient souhaité son retour, à Alger comme à Paris. L'Europe carolingienne rêvée par le Général et qui exclut l'Angleterre, son anti-américanisme toujours plus poussé malgré quelques retours passagers de la diplomatie du sourire, ses avances vers le monde communiste qui devaient tour à tour caractériser son pouvoir personnel l'ont peu à peu établi dans un limbe séparé des partis politiques, qu'il a tous humiliés et désarmés.

Les affinités initiales et apparentes avec l'extrême droite se sont donc de plus en plus effacées, le pouvoir personnel ayant peut-être en commun certains aspects d'autoritarisme et de mépris pour le parlementarisme, mais en même temps des aspirations et des précédents historiques totalement différents qui rendent la définition de la condition actuelle du pouvoir en France assez difficile en isolant plus que jamais la réaction d'extrême droite.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

Belgique.

Un nom polarise le mouvement d'extrême droite belge, celui de Léon Degrelle, le chef du « rexisme », actuellement en exil en Espagne. Aux élections de 1954 le Mouvement Social Belge obtint un nombre de voix absolument insignifiant : les restes des collaborationistes, sans perspectives d'affirmation ultérieure. Ce fut « l'affaire congolaise » qui vint au secours de ces éléments sans avenir et permit avec la radicalisation de la lutte, pour la présence belge au Congo, une confluence d'éléments hétérogènes voués à la défense de certains intérêts qui faisaient pression sur le gouvernement pour une intervention armée dans la colonie.

Les origines du « rexisme » (déjà analysées dans la revue n° 1, 1967) étaient religieuses mais présentaient peut-être « *in nuce* » les développements qu'elles ont eues avec la domination nazie en Europe et l'occupation en Belgique.

De son exil espagnol, l'ancien leader envoie aux Belges des messages qui sont publiés dans des journaux d'extrême droite tels que *« Europe réelle »,* et son souvenir est maintenu vivant grâce à un comité de nostalgiques qui ont fondé un mouvement pour le retour de Degrelle.

Tout cela n'aurait pas dépassé le plan de la curiosité sans « l'affaire congolaise » qui provoqua cette confluence d'éléments nationalistes avec des partis politiques qui se révélèrent bientôt nettement d'extrême droite tel que le « Parti National Belge » d'inspiration maurassienne, fondé en 1961, le « Rassemblement pour la défense de l'œuvre belge au Congo », « Les amitiés Belgo-Katangaises », le « Parti Indépendant » de type poujadiste, le « Manisfeste de Rénovation Nationale » composé d'aristocrates catholiques dissidents du Parti Social Chrétien.

Ce fut le moment favorable au retour dans l'arène politique de François Thiriart, déjà condamné pour collaboration, qui s'insinua habilement dans ce mouvement d'opinion indignée par l'abandon des Belges au Congo. Déjà en juillet 1960, un groupe avait fondé le « Comité d'action et de défense des Belges d'Afrique » qui voulait réunir les ex-colons et exercer des pressions sur le gouvernement pour l'intervention armée au Congo. Malgré son programme ultranationaliste et anti-parlementaire, ce mouvement (comme d'autres de ce genre d'ailleurs) n'avait aucune nostalgie fasciste ou nazie : des héros de la Résistance comme Minet et Mathyn qui avait survécu à Dachau, le dirigeait et ne pouvaient que repousser avec indignation un rapport quelconque avec ces précédents. Toutefois, le « CADBA » devait, malgré la présence de ces leaders dignes de tout respect, glisser peu à peu sur un plan bien différent. Thiriart et Teichmann, sympathisants de l'OAS, commencèrent à s'intéresser de plus en plus à ses

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

activités, le Comité devint « Mouvement d'action civique ». Le MAC adopta la croix celtique, se rapprocha nettement de l'esprit de la « Jeune Nation » française, soutint une action commune avec l'internationale fasciste de la « Jeune Europe ».

En 1962, Mathyn se vit contraint de donner sa démission, la dernière façade de la démocratie s'évanouissait. Le mouvement passa entièrement dans les mains de Thiriart et de Teichmann.

Le MAC toutefois essayait de repousser les accusations de fascisme, Thiriart même affirma à plusieurs reprises que le fascisme était mort en 1945 ; il essayait de trouver une nouvelle façade. Avec Moreau, un ancien membre des SS, il esquissa même une doctrine « Le communitarisme » qui devait être un socialisme libéré de Marx.

Il participa quand même à toutes les réunions de l'Internationale fasciste, comme celle de Venise, organisée par le MSI en 1962.

La doctrine proposée par Thiriart est la suivante : « Ni Moscou ni Washington ». Il rêve d'une Europe forte et indépendante, avec une force nucléaire propre, qui puisse effacer les conséquences de Yalta, délivrer les Etats de l'Europe orientale. Il repousse l'ONU comme les institutions européennes. Il propose un nouveau nationalisme européen avec une mystique allant de l'exaltation à un rationalisme froid qui fondé sur un plan bien précisé espère délivrer l'Europe de la décadence où la démocratie et le marxisme l'ont plongée.

Son mouvement toutefois connaît des scissions, les plus extrémistes l'accusant de s'embourgeoiser...

A l'heure actuelle, « l'affaire congolaise » ayant désormais perdu son caractère de brûlante actualité, les fidèles du MAC et de la Jeune Europe représentent plus une curiosité pittoresque qu'un danger politique. Ces Vikings du XXe siècle — comme le prétend Thiriart — qui doivent se limiter à réserver leur enthousiasme pour Goldwater, se réunissent donc Place des Martyrs à Bruxelles dans un local où le juk-box joue le *« Horst Wessel Lied »* ou le *« Congo Twist »* dans l'attente d'aventures plus héroïques.

Grande-Bretagne.

Dans ce pays, où la démocratie parlementaire a vu le jour et connu son plus prestigieux développement à travers les siècles, le phénomène fasciste présente nettement un caractère de curiosité extravagante sans aucune importance.

Il s'est toutefois présenté sous des formes différentes, modérées et extrémistes, qui bien que suivies par une partie insignifiante de l'opinion,

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

firent preuve d'une certaine vitalité publicitaire, surtout après l'établissement du fascisme et du nazisme en Italie et en Allemagne.

Sir Oswald Mosley, déjà admirateur enthousiaste de Mussolini, qui avait fondé avant la guerre la « British Union of Fascists », prétend aujourd'hui avoir dépassé le stade du fascisme et affirmer le seul grand idéal d'une Europe unie, libre, indépendante des blocs. Il s'agit bien sûr d'une Europe revanchiste, de Brest à Bucarest, délivrée des troupes américaines et russes, avec son espace vital en Afrique.

Nous retrouvons là, en grande partie, les aspirations de Thiriart.

La personnalité de Mosley est pittoresque et ne paraît possible que parce que le baronet est né à Londres et non pas à Linz. Issu d'une ancienne famille aristocratique, il a commencé une brillante carrière politique comme député conservateur, puis au Labour Party ; mais esprit inquiet il finit par trouver satisfaction dans des idéologies politiques un peu moins « parlementaires » ; dès lors les électeurs anglais ne l'envoyèrent plus jamais à Westminster. Actuellement, après les aventures reniées dans le camp du racisme, des violences occasionnelles contre des opposants et l'antisémitisme, le baronet retourne à la respectabilité dans son vieil âge, sans renier toutefois le fascisme qu'il a aimé mais qu'il considère comme dépassé. Il méprise profondément les nouveaux extrémistes qui veulent faire concurrence à son parti, l' « *Union Movement* » (fondé en 1948) qui base maintenant toute sa propagande sur l'exploitation du mécontentement de certains secteurs de l'opinion particulièrement touchés par l'immigration de gens de couleur du Commonwealth.

Mais les nouveaux extrémistes de Colin Jordan, leader du « National Socialist Movement » qui eut une certaine notoriété depuis 1962 lors des premiers désordres à Trafalgar Square, aspirent à bien d'autres buts. Avec son petit groupe d'exaltés, Jordan se promène en chemise brune et arbore des croix gammées, reprend tous les thèmes de la propagande du Troisième Reich, incite à la haine de race et méprise profondément le baronet qu'il considère comme un opportuniste.

Ce mouvement prétend avoir mille sympathisants dans le pays, mais ne peut compter réellement que sur une cinquantaine d'activistes.

La presse s'est occupée de lui en 1964 à cause de son mariage selon le rite nordique normand, avec la nièce de Dior. Ce fut une occasion assez grotesque de rencontre nostalgique. En général, les nouveaux nazis anglais ne peuvent espérer attirer l'attention que grâce à des sorties excentriques qui suscitent souvent un intérêt plus amusé qu'indigné, tant dans le pays qu'à l'étranger. Récemment on a vu Jordan stationner devant Downing Street 2 pour accuser Wilson de trahison conformément à une ancienne loi du Royaume Uni qui permet à chaque citoyen de faire arrêter le Premier Ministre s'il réussit à prouver sa culpabilité. Impassible le poli-

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

ceman de garde répondit à Jordan qui exprimait ces intentions que le Premier Ministre n'était pas chez lui ; Jordan attendit quelques heures puis, après avoir consulté un juge qui lui exprima très sérieusement des doutes sur le fondement de ses accusations, renonça à son projet.

Tout cela n'est évidemment concevable qu'en Grande-Bretagne où, même les néonazis considèrent très sérieusement les anciennes lois qui garantissent les droits des citoyens à l'égard du pouvoir.

Il existe enfin un autre parti d'extrême droite qui évite ces exhibitions publicitaires, le « *British National Party* » fondé par Andrew Fountaine. Avec un peu plus de modération et de bon goût, il a les mêmes objectifs : racisme contre les immigrés de couleur, antisémitisme et rêve d'une Europe fière et prestigieuse.

Si ces mouvements n'ont pratiquement aucune emprise réelle sur l'opinion publique anglaise, on ne peut toutefois ignorer l'existence dans le cadre du parti conservateur, d'un secteur nettement réactionnaire qui s'exprime aussi à travers une presse de grande diffusion. Il fait preuve d'indulgence envers les actuels régimes espagnol et portugais ou grec... et dans le cadre international en général adhère aux prises de positions les plus dures des « faucons ».

Il s'agit là d'une certaine alternative autoritaire de la grande bourgeoisie conservatrice qui ne saurait tout de même pas mettre en discussion les principes de base de la grande tradition parlementaire et libérale des institutions britanniques.

Grèce.

Le 21 avril 1967, le putch des colonels a placé à la tête du gouvernement une junte militaire, qu'avec une légère imprécision formelle, mais avec une substantielle exactitude de contenu, la plupart des commentateurs de toute tendance ont pu qualifier de « fasciste ».

Sans doute, la dictature militaire qui prit le pouvoir en abolissant toutes les structures démocratiques libérales (qui, bien que détériorées et corrompues, rattachaient encore le pays aux libres institutions de l'Occident), par son inspiration, ses méthodes policières, son intolérance envers les diversités et les oppositions d'une société libre, son mépris pour les partis et le parlement et enfin, cette absence typique de théories chez ses leaders qui ne veulent qu'être que des hommes pratiques, présente-t-elle bien des analogies avec le fascisme.

On pourrait aussi sans doute trouver quelques ressemblances avec un gouvernement de type nassérien. Les régimes militaires des pays arabes en effet (et les soi-disants « progressistes » en tout premier lieu), comme

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

certains régimes d'Amérique Latine, présentent bien des traits communs avec celui des colonels grecs : même sobriété, même dévouement, même fanatisme, même conviction.

D'autre part, la prétention constante des mouvements d'extrême droite actuels de « sauver le pays d'un coup de force communiste » toujours dans l'ombre naturellement, est un slogan bien connu mais rarement démontré.

Il s'agit moins ici de considérer les aspects de la dictature en Grèce qui sont déjà bien connus et font partie de la chronique quotidienne, que de rechercher les origines d'une situation qui rend l'équilibre politique grec si instable et si fragile, perpétuellement oscillant entre les menaces d'extrémismes opposés.

L'élément de base qui peut expliquer cette menace constante contre les institutions remonte à la guerre civile de 1947. Sans la puissante aide financière et militaire offerte par les USA, au nom de la « doctrine Truman » du 12 mars 1947, qui se proposait de soutenir tout pays contre l'attaque de minorités armées ou de pressions extérieures » (cette doctrine visant surtout la Grèce et la Turquie) le pays serait sans doute tombé dans l'orbite du monde communiste avec la révolution populaire dirigée par Markos Vifiades. En octobre 1949, la guerre civile, plus brève mais non moins sanglante que celle d'Espagne, se termina par la victoire des forces gouvernementales anticommunistes et la défaite de l'armée de Vifiades qui se dispersa et prit en grande partie le chemin de l'exil. Le pays se trouva dans un état de chaos et de désastre économique : l'occupation, la résistance, puis la guerre civile l'ayant durement éprouvé.

Ce qui nous intéresse particulièrement ici c'est que la guerre civile réussit à donner un regain d'importance et même de prestige aux forces les plus réactionnaires de la droite et aux collaborationnistes que la croisade anticommuniste, comme d'habitude, favorisa nettement. La tendance à considérer la résistance antinazie comme un préliminaire de la révolte subversive des communistes, dans un jugement d'ensemble négatif, déterminera la politique réactionnaire de tous les gouvernements de l'après guerre, qui conserveront les lois spéciales de « sécurité » et maintiendront en captivité ou en exil un grand nombre d'hommes politiques.

En outre, cette démocratie purement *formelle* que l'on réussit à sauver de la dictature communiste — celle de la période Karamanlis notamment — fut caractérisée par l'affirmation toujours plus marquée de la puissance des grands groupes financiers qui exerçaient une telle influence sur les décisions politiques que l'on peut affirmer que le destin du pays était alors entre les mains d'un petit nombre de « grandes familles ». L'opposition accusa souvent Karamanlis de fraudes électorales, puis l'assassinat du député de la gauche Lambrakis et le scandale qui s'en suivit (étant donné les responsabilités précises d'extrémistes de droite dans cette affaire) entraînèrent

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

l'éloignement de Karamanlis et le retour au pouvoir du vieux leader libéral Papandréou, lors de l'éclatante victoire du Centre aux élections de 1964.

En comparaison des gouvernements qui l'avaient précédé, Papandréou proposait un programme progressiste, digne d'un grand bourgeois éclairé du XIXe siècle, mais qui laissait espérer un retour de la Grèce à une démocratie réelle. Un des premiers actes fut la libération des déportés et des prisonniers politiques et la présentation d'un programme de réformes sociales et de démocratisation des cadres. Les événements dramatiques qui ont suivi au cours des dernières années font partie de l'histoire de notre temps, caractérisée par le dilemme angoissant de la liberté et de l'autorité et par cette ambiguïté qui rend illusoires les prises de position absolues. Certes, la personnalité de Papandréou, père et fils, joua un rôle déterminant, de même que la Monarchie dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'est jamais apparue parmi les plus éclairées d'Europe.

On attribue à la famille royale et notamment à la Reine Mère des sympathies « ultra » ; quoi qu'il en soit, leurs efforts désespérés pour maintenir le pays dans le cadre d'un conservatisme paternaliste respectueux des formes libérales mais favorable à certaines réalités nettement réactionnaires, dans un pays encore en proie au sous-développement économique, ne peuvent pas être ignorées.

Il est sans doute difficile d'affirmer que l'éloignement de Papandréou fut la cause déterminante et l'origine de ce processus qui, après une suite médiocre de gouvernements accommodants nommés par le Roi, aboutit au succès de la dictature de droite, d'abord « tolérée » par le Souverain (bien que cet extrémisme bouleversât ses intentions de se limiter à un conservatisme craintif), puis finalement rejetée lors de la tentative de contre coup d'Etat royal et de la fuite de la Famille Royale à Rome en décembre 1967.

L'absurdité des raisons invoquées pour maintenir le Roi dans le système et conserver au régime une apparence de légalité, les pourparlers en faveur de son retour, les amnisties partielles, les déclarations « radoucies » des éléments de la junte, révèlent le malaise et l'embarras des colonels en face du monde occidental et des alliances dont le pays fait toujours partie.

Il est vrai que l'Occident et en tout premier lieu les USA qui jouent un rôle déterminant dans *toute* affaire grecque, n'a, en dehors de nombreuses déclarations de principes et de quelques prises de position courageuses (comme celle du Danemark par exemple, d'ailleurs immédiatement arrêté dans son action), absolument rien fait pour éviter un nouveau cas espagnol et portugais à l'Europe. Ici encore, la politique de puissance, la rivalité des blocs, les zones d'influence, ont constitué les éléments déterminants du jeu politique. Et, s'il n'est pas surprenant que les USA puissent ici, comme trop souvent déjà en Amérique Latine et en Extrême Orient, soutenir par simple opportunisme, un gouvernement réactionnaire en se limi-

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

tant à le sermonner de temps en temps en brave père de famille, on ne saurait être surpris non plus d'une certaine indifférence de l'Union Soviétique, peut-être plus intéressée actuellement dans une autre zone mondiale, mais toujpurs prête à abandonner ses militants en prison — comme elle le fit pour Nasser — en contrepartie de tolérances et d'abandons susceptibles de lui être utiles.

Ici encore les démocraties comme les communistes et les ultras de droite en Grèce, sont les pions guidés d'un jeu bien plus vaste, trop souvent indifférent au sort du glorieux petit pays qui proposa, il y a deux mille ans, les valeurs de base de la démocratie.

Espagne.

Le fascisme au pouvoir depuis plus de trente ans rend cette étude de la réaction d'extrême droite beaucoup plus simple et plus évidente ici que dans les autres Etats de l'Europe démocratique où elle est minoritaire, parfois même illégale et privée de toute chance de se poser comme une alternative au pouvoir. La dictature de droite a plus que jamais isolé l'Espagne du reste de l'Europe et ce n'est qu'au cours des dernières années qu'un processus de rapprochement — plus économique que politique — s'est manifesté parallèlement à un certain « boom » de l'économie espagnole.

Certes, la dictature et la nature du pouvoir personnel ont subi, pendant toutes ces années, de profondes modifications qui ne constituent cependant pas un retour à la démocratie libérale, bien que — conséquence probable de la lente érosion du pouvoir — on parle actuellement en Espagne de « démocratie organique » et non plus d'Etat national totalitaire.

La Phalange, sortie victorieuse de la guerre civile avec ses extrémistes et ses idéalistes, est pratiquement éloignée du pouvoir et de ses leviers, désormais dans les mains d'une bureaucratie conservatrice et de technocrates qui aspirent surtout à une rationalisation administrative.

Les extrémistes qui se rattachent encore à Primo de Rivera ou à Ramiro Ledesma Ramos et voudraient conserver des liens avec les Internationales Fascistes européennes sont laissés de côté, comme trop incommodes. On peut même signaler des actes de protestation contre certaines manifestations publiques commémorant la guerre civile contre Franco, accusé de « trahison » par les jeunes extrémistes. L'Etat espagnol, loin de se transformer en un Etat présidentiel, syndicaliste et révolutionnaire, conformément à certains principes du phalangisme, est devenu avec la réforme constitutionnelle de 1947, complétée par celle plus récente, de 1966, une monarchie catholique traditionnelle.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

Nous avons donc ici un exemple frappant de « contamination » entre le fascisme extrémiste et le conservatisme réactionnaire et paternaliste qui exerce actuellement une action prédominante, grâce à l'influence croissante des grands groupes de pression économique et à l'activité de *« l'Opus Dei »* (cette dernière réunit un certain nombre de catholiques idéalistes et intégristes et sa nature complexe et contradictoire exigerait une longue étude).

On assiste donc à l'usure progressive d'un régime qui n'a toutefois jamais renoncé à persécuter ses opposants, comme le prouvent amplement les procès politiques ininterrompus, les cours de justice « d'ordre public », l'absence de garanties réelles du citoyen en face de l'Etat.

Malgré certains secteurs populistes et syndicalistes qui essayent d'influencer les masses ouvrières, les extrémistes de la Phalange sont quand même intégrés dans le régime. Ils représentent une partie du *« Movimiento Nacional »* — le seul mouvement existant officiellement en Espagne et ne pourraient être actifs que dans ce système, qui, malgré les réformes apparentes et les référendums populaires, concentre la substance de la plus pure réaction dans les cadres d'un pouvoir contaminé par les privilèges économiques et sociaux et soumis à la lourde influence d'un haut clergé autoritaire et rétrograde ; cet ensemble de caractères contribue manifestement à fossiliser le régime.

Les extrémistes de droite représentent donc une force de choc dans le système qu'ils ont contribué à édifier après une sanglante guerre civile et une fraction nostalgique et quelque peu dépassée dans la pesante réalité du pays et sa résignation apparente au long sommeil qui l'a séparé de l'Europe.

Portugal.

Le parallélisme de la dictature de droite à laquelle les deux pays de la péninsule ibérique sont soumis a réussi à les isoler des courants d'idées de l'Occident en dépit des alliances intéressées, imposées par la stratégie et la politique de puissance.

Dans ce pays, la dictature et le pouvoir personnel consolidés depuis plus longtemps encore qu'en Espagne, présentent des caractères apparemment assez différents. La nature, les traditions, les coutumes des deux peuples nettement dessinées dans leurs diversités ont pu produire la personnalité dissemblable de deux dictateurs.

A l'exhibitionisme et à l'extraversion de la dictature espagnole s'opposent la rigueur ascétique et la réserve méthodique de l'ancien professeur de Coimbra, qui fuit les idéologies et aspire à faire seulement de la « bonne administration ». Salazar dirige ainsi son pays depuis plus de trente ans

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

avec un mépris raisonné et systématisé dont témoignent plusieurs de ses écrits, des institutions démocratiques et du régime parlementaire.

Plus encore qu'en Espagne, la contamination entre un conservatisme réactionnaire et paternaliste, fondé sur les privilèges économiques et sociaux (quatre latifondistes possèdent 95.000 hectares), et l'extrémisme de type fasciste et nazi, a pu se réaliser aisément. Le pays demeure le plus pauvre et le plus sous-développé de l'Europe Occidentale, malgré quelques initiatives sociales qu'il faut inscrire à l'actif du régime et certains plans de développement industriel qui ne peuvent avoir l'importance souhaitable en raison des lourds engagements et des ambitions démesurées outre mer.

L'immobilisme du gouvernement maintient un contrôle complet sur tous les moyens d'expression : presse, radio, cinéma, d'où une situation artificielle de calme et d'ordre.

Le respectable professeur de Coimbra, dont on voit peu de portraits et que l'on entend rarement parler, qui se dit toujours prêt à partir mais ne le fait jamais, est sans doute une figure remarquable par son intelligence et son intolérance glacée. Cette foi absolue dans la conception du Bien et du Mal, dont nous avons parlé au début de cet article, trouve ici un exemple frappant.

Le pays, où depuis plus de trente ans *rien* ne se passe, où le temps paraît s'être arrêté, dispose toutefois d'une police politique digne de la Gestapo et constituée d'ailleurs à l'exemple de celle-ci et avec ses instructeurs : la PIDE. Elle peut arrêter et maintenir en prison sans procès et pour un temps indéterminé tout citoyen suspect au régime.

L'individualisme et la grande tradition de civilisation et de culture portugaise subsistent cependant encore chez les intellectuels de l'opposition. A l'intérieur de l'Union Nationale, le seul parti autorisé, il n'est même plus question de parler d'extrémistes et de modérés : l'absorption dans le régime est totale. Une recherche dans ce sens paraît ici oiseuse : on peut remarquer que l'extrémisme se polarise dans les différentes gardes d'ordre public et surtout dans l'armée qui a poussé à la défense des territoires d'Outre Mer, en exaltant les répressions sanglantes de l'Angola, qui attirèrent l'attention mondiale et provoquèrent d'inutiles débats à l'ONU.

C'est dans la politique coloniale que la grande équivoque du régime s'est enfin révélée : la volonté d'intégration raciale et d'attachement à la patrie d'outre mer a montré toute son inconsistance.

Les représailles et les massacres d'africains rebelles ont entraîné la défection d'un grand nombre de personnalités militaires et civiles qui avaient assisté sur place au « réglement de la question ».

Mais la mystique de la mission coloniale continue à animer de vastes secteurs de l'opinion et maintient une certaine unité dans un pays qui s'attache désespérémment à ce qui est déjà perdu.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

Ici aussi, les derniers « ultras » ont le regard tourné vers la « défense de la civilisation blanche ».

*
* *

Dans cet aperçu de la situation des forces d'extrême droite en Europe Occidentale, certains pays ont été délibérément exclus, en raison non seulement d'une sélection dans l'étendue du sujet, mais aussi d'un choix déterminé par le relief et l'intérêt que la formulation de l'extrémisme pouvait présenter.

Sans doute la réaction d'extrême droite avec ses aboutissements fascistes et nazis n'est-elle absente dans aucun pays de l'Europe Occidentale, comme le prouvent les Internationales examinées et auxquelles participent des représentants de tous les Etats européens.

Toutefois actuellement, surtout et même là où, avant la guerre le phénomène pouvait présenter un relief majeur — comme aux Pays-Bas par exemple — la réaction dans la plupart des pays non considérés ici se révèle presque totalement inexistante.

Aux Pays-Bas, il y avait eu dès 1931, un épanouissement de type nazi et faciste avec Anton Adriaan, créateur du parti National Socialiste, puis ensuite avec Mejier, fondateur du « Front Noir ». Des journaux et des mouvements d'étudiants les soutinrent et Utrecht devint le centre de réunions en « chemise noire » inspirées par les régimes d'Allemagne et d'Italie.

Cette préparation idéologique préparait ainsi un certain collaborationisme qui s'épanouit durant l'occupation. Actuellement dans le système politique des Pays-Bas, ce mouvement n'a plus d'importance : le fractionnement des partis politiques aboutit à un mélange bizarre de pouvoir laïque et religieux, étant donné le grand nombre de partis d'inspiration chrétienne : Parti Catholique Populaire, Parti Antirévolutionnaire (calviniste), Union Chrétienne historique, Parti Réformé... Cet état de choses ne porte pas préjudice aux principes de tolérance qui inspirent la démocratie néerlandaise, mais manifeste la présence de vastes secteurs d'opinion traditionnaliste et conservatrice qui, à certains moments peuvent s'appuyer sur un extrémisme marginal de droite, pour la défense contre la menace communiste par exemple.

Dans les pays scandinaves, les extrémistes de droite ont à peu près la même importance que leurs collègues anglais ; les fortes traditions parlementaires et démocratiques de ces pays rendant tout à fait irréelle une menace quelconque contre les institutions.

Certes, la Norvège et le Danemark connurent des mouvements collaborationnistes philonazis, pendant l'occupation notamment (le nom de

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

Quisling qui, déjà avant la guerre, avait fondé un parti d'inspiration nazie, symbolise ce moment de l'histoire).

En Suède cependant on peut remarquer, peut être parce que la neutralité l'a préservée des rigueurs de l'occupation, une certaine vitalité encore persistante de pittoresques extrémistes néonazis, tels que, Per Engdahl et un petit groupe de journalistes et d'éditeurs de publications de même inspiration nettement raciste et antisémite. C'est à leur collaboration qu'a été due l'Internationale de Malmoe de 1951 et actuellement encore Engdahl fait partie de l'exécutif du MSE. Il s'agit toutefois de formations très restreintes que l'on ne peut mentionner qu'à titre de curiosité.

Il en est de même pour les extrémistes suisses, qui connurent une certaine renommée à l'époque de la dictature en Italie — le fascisme influençant nettement leurs formations (tels que le mouvement « Helvétisme », « Union Nationale », etc.).

En définitive, ce tour d'horizon de l'extrême droite européenne ne nous a pas révélé une force compacte et homogène capable de se présenter comme une alternative au pouvoir, hormis quelques exceptions marginales, comme la Grèce ou les rares dictatures qui ont survécu à l'effondrement du nazisme et du fascisme.

Il ne s'agit cependant pas de survivances fossilisées, dont les adeptes poursuivraient, dans un isolement total, une bataille perdue, car si certaines forces extrémistes se ridiculisent elles-mêmes par leur fanatisme outrancier, d'autres, plus intelligentes et plus subtiles savent agir dans les secteurs conservateurs et modérés, en satisfaisant certaines de leurs aspirations par leur interprétation de la civilisation occidentale et leur prétention de la défendre contre le communisme.

Peut-être le fascisme et le nazisme dans leurs formes classiques n'ont-ils plus de possibilités de retour dans l'état actuel de la société occidentale, mais leurs dernières transformations, plus vagues et plus ambiguës, n'en restent pas moins une alternative vitale, que la rupture entre l'Occident et le Monde communiste vient encore renforcer.

Les « croisés » du « Nouvel Ordre Européen » trouveront toujours quelque nouvelle inspiration pour proposer et parfois même imposer leur conception de la société humaine.

Bibliographie.

George H. SABINE : Storia delle dottrine politiche. Edizioni di Comunità, Milano, 1965.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

Angelo DEL BOCA Mario GIOVANA : I figli del Sole. Mezzo secolo di nazi-fascismo nel mondo. Feltrinelli 1965.

Martin GÖHRING : Da Bismarck a Hitler. Cappelli, Bologna 1967.

Heinz ABOSCH : La Germania senza miracolo. Mondadori, Milano 1963.

William SHIRER Storia del Terzo Reich. Einaudi, Torino 1963.

Hugh THOMAS : Storia della guerra civile spagnola. Einaudi, Torino 1964.

★